

galièrement entre Montréal et le Bout de l'Isle et l'autre de Longueuil à Chambly.

Des omnibus semblables circulent maintenant dans les rues de Londres et de Paris sans accident. Ces voitures peuvent être dirigées et arrêtées à volonté. Il y a plus, c'est que la même personne se propose aussi de faire confectionner une voiture à vapeur qui voyagera entre Montréal et Québec en hiver, c'est-à-dire, sur la neige. Si ce plan réussit, en dépit des banes de neige, des cahots et des pontes, la gente chevaline deviendra à peu près inutile, du moins pour les voyages, car toutes distances seront franchies par le moyen de la vapeur.

Le Dr. Cyrus est le même qui a opéré tant d'améliorations dans le système de tirer les portraits par le Daguerrotyp. Le Dr. est à Montréal depuis environ six mois où il a exécuté déjà plus de 1500 portraits. *Miserve.*

Hector S. Huot, écr. a été nommé protonotaire conjointement avec M. Borroughs, et est entré en charge aujourd'hui, de sorte que la cour a pu procéder régulièrement aux affaires qui lui restaient à terminer.

M. Huot sera remplacé au bureau du secrétaire provincial par M. Lemoine qui est employé depuis quelque temps dans les bureaux publics à Kingston.

*Accidents.*—Un homme du nom de Samson a été tué hier dans un chantier de la Pointe-Lévi, par une pièce de bois (plançon) qui l'a écrasé.

Un autre homme, un ouvrier demeurant à Saint-Roch, du nom de Johnson, s'est noyé hier au soir, sur le six heures, en voulant traverser à pieds sur le pont pour revenir à Québec.

On nous rapporte qu'il s'est noyé un homme sous le pont, de la Pointe-Lévi, ce matin (13 avr.). *Journal de Québec.*

La *Gazette de Québec* d'hier porte une accusation contre les journaux publiés en langue française, accusation qui mérite attention, et qui devra être le sujet de nos remarques dans notre prochain numéro. Cette accusation de la *Gazette* est extrêmement grave en autant qu'elle semblerait mettre en doute l'attachement des Canadiens à la Grande-Bretagne, à l'avantage de la France.

Les employés du gouvernement à Kingston ont reçu l'ordre de se trouver à Montréal le 20 du mois prochain. Les bureaux à Kingston seront fermés le 15.

L'hôtel qui se prépare pour servir de logement au gouverneur à Montréal sera prêt vers le 1<sup>er</sup> de juin, et les salles où doit siéger la législature, vers le 1<sup>er</sup> juillet. Son Excellence ne laissera Kingston qu'en juin. *Canadien.*

#### NOUVELLES D'EUROPE.

Le Paquebot *Sheridan* a apporté des journaux de Londres et Liverpool du 12 et du 13 de Mars. Voici le résumé des nouvelles les plus importantes :

Le 8 mars dans la chambre des communes, M. Goulburn soumit une proposition ayant pour but de diminuer l'intérêt sur une partie de la dette publique. Cette mesure tendrait à réduire à 3½ les rentes de 3½ jusqu'en octobre 1854, et après cette date à 3 o/o avec garantie que cette rente ne diminuerait point pendant les 20 années suivantes. Au moyen de cette réduction depuis octobre 1854, jusqu'en octobre 1854, le gouvernement ferait une épargne de £635,000 par an et de £1250000 après cette dernière époque.

M. Goulburn termina son exposé en proposant sur cet objet des résolutions qui furent adoptés à l'unanimité. Le 11 mars M. O'Connell présenta à la chambre des communes 40 pétitions de différentes parties de l'Irlande demandant le rappel de l'union législative entre les deux pays et donna avis qu'après Pâques il demanderait la permission d'introduire un projet de loi pour préciser les dispositions de la loi sur les conspirations et la preuve d'écrits, et aussi pour rappeler tous les actes convenant les relations entre les propriétaires et locataires depuis l'union, et leur substituer d'autres dispositions. La tranquillité régnait en Irlande, quoique la question du rappel occupe néanmoins les esprits et semble acquérir des partisans en Angleterre suivant une lettre écrite par M. O'Connell à ses amis.

Le retour de la reine Christine en Espagne a été accueilli avec enthousiasme.

En France, les difficultés entre le clergé et l'Université commencent à prendre un caractère très sérieux. Une lettre du ministre de la justice insérée dans le *Moniteur*, condamne en termes sévères le mémoire adressé par l'archevêque de Paris et quatre de ses suffragants, au Roi relativement à l'instruction publique, et sa reproduction dans les journaux.

L'abbé Combalot a été condamné à quatre mille francs d'amende et 15 jours de prison à cause de son pamphlet contre l'Université.

On parle d'une visite que Louis Philippe avec toute sa cour se propose de faire à la reine d'Angleterre, mais l'entrevue aurait lieu dans l'île de Wight.

#### ANGLETERRE.

*Discussion dans le Parlement anglais sur l'état de l'Irlande.*—Nous recevons ce matin le discours prononcé par lord John Russell dans la séance du 13, à l'appui de sa motion sur l'état de l'Irlande. Nous en reproduisons les parties principales. Nous donnerons aussi une analyse de la réponse de lord Graham.

L'orateur s'est élevé avec force contre la formation illégale du jury qui a jugé O'Connell. "Un jugement porté par un jury ainsi composé, a-t-il dit, ne saurait avoir de valeur morale. O'Connell, condamné par des protestants, n'en aura pas moins les sympathies de l'Irlande catholique."

Il a demandé pour l'Irlande une justice impartiale, l'admission aux fonctions publiques de tout Irlandais, sans acception de croyance religieuse, la

franchise électorale, l'égalité entre les clergés des deux religions et la ré- glementation des rapports entre les propriétaires et les fermiers.

Après avoir établi que jamais le moment ne fut plus opportun pour faire droit aux réclamations de l'Irlande, l'orateur continue :

On prétendait que les Irlandais n'aimaient pas l'Angleterre, et que pour réprimer la trahison une loi était nécessaire. C'est alors que M. Fox prononça ces belles paroles :

"S'il est vrai, comme on le prétend, que la trahison a pénétré jusqu'à la moëlle des os du peuple, si le poison du jacobinisme, comme on l'a appelé, a gagné l'esprit des masses, si la déloyauté est tellement universelle que le despotisme militaire puisse seul rendre l'Irlande habitable, que doit-on conclure ? C'est qu'une désaffection si générale et si flagrante ne peut exister chez un peuple qu'à cause des fautes de ses gouvernants !

"Tels on vous représente les Irlandais, tels ils ne sont pas ! Jamais affront plus sanglant ne fut fait à la vérité, jamais peuple ne fut plus indignement calomnié ! M. le président, j'aime le peuple irlandais. Je connais l'Irlande ; sans doute, les Irlandais peuvent avoir des défauts ; nul ne ressent plus vivement l'injure, nul ne la supporte moins patiemment ; mais j'affirme, et par expérience et par tout ce que j'en sais, que, dans toutes les classes de la population irlandaise, il est un sentiment ardent entre tous les autres, ce sentiment est celui de la reconnaissance pour les bienfaits. Changez de système vis-à-vis de l'Irlande, et bientôt vous trouverez d'autres hommes. Que l'impartialité, la justice, la clémence remplacent les préventions, la vengeance et l'oppression, et vous n'aurez plus besoin de recourir à la loi martiale ni à l'intimidation par les exécutions militaires."

Ainsi parlait M. Fox. Tôt était le conseil qu'il donnait à la chambre des communes. (Sensation.) Espérons que son salutaire avis ne sera pas perdu pour nous. (On applaudit.) Fox est depuis longtemps au tombeau ; il repose dans ce sanctuaire voisin de cette enceinte à côté d'autres hommes éminents :

*At non in parva manes jucere fuvilla,  
Nec cinis exiguis tantam conspuicuit umbram.*

Les paroles de cet homme d'état, souvenir encore vivant de son beau talent et de sa sagesse, doivent sans cesse retentir à l'oreille de celui qui vient dans cette chambre plaider la cause de l'opprimé et surtout de l'Irlande opprimée. L'homme d'état, qui aimait l'Irlande, nous a indiqué le moyen de nous concilier son affection. La chambre peut et doit mettre en pratique ce conseil excellent ; il en est temps encore. L'Irlande peut être conquise, par l'affection !

Maintenant, Messieurs, permettez-moi de vous citer un mot heureux et si l'Écosse, et de l'emprunter à un de ses enfants, à un homme qui l'aima de toute son âme, je veux parler de sir Walter Scott.

Sir Walter Scott raconte qu'après l'avènement de Guillaume III, au moment où l'Écosse s'attendait à la continuation du régime qui lui avait coûté tant de larmes, on proposa au nouveau roi un officier, un brave qui avait servi avec distinction le prétendant. On invoqua contre lui ce souvenir pour le desservir auprès du roi. Voici la réponse :

"Si cet homme s'est battu contre moi en brave, je ne doute pas que, promu par moi, il ne se batte pas moins bravement pour mon service !"

Répété dans les montagnes de l'Écosse, ce mot généreux du souverain y produisit la plus vive impression. Bien que persuadé toujours de la légitimité des droits des Stuarts, les Écossais, dès ce moment, furent tous prêts à faire le sacrifice de leurs vies pour un souverain qui leur ouvrait si généreusement les bras.

Maintenant, Messieurs, une reine est assise sur le trône de ces royaumes : sous son aïeul, de nombreux actes de rigueur, de partialité et d'injustice furent commis, des scènes déplorables de luttes civiles ont eu lieu en Irlande. La loi martiale fut décrétée pour étouffer la révolte, et la société entière fut plongée dans la plus déplorable désorganisation. La souveraine de ces royaumes est jeune comme l'était Georges III, lorsqu'il monta sur le trône, et l'on sait que, sous le règne de ce monarque, disparurent toutes les calamités qui pesaient sur l'Écosse ; pourquoi n'unirait-elle pas, par des réformes indissolubles, les deux pays, en accordant à cette partie de ses domaines les véritables bienfaits de la justice et de l'impartialité ? Qui peut s'opposer à cette heureuse combinaison ? Ce ne sont assurément pas les vœux de la souveraine, car j'ai eu l'honneur de la servir, et jamais on ne pourra servir une reine montrant plus de sollicitude pour le bonheur de son peuple. (Approuvissements.)

Lorsque j'occupais le poste de secrétaire d'état au département de l'intérieur, je n'ai jamais reçu de ma souveraine que des instructions qui témoignaient de son égale affection pour tous ses sujets irlandais protestants, catholiques ou presbytériens. (Applaudissements.)

Où donc est alors la barrière entre l'Irlande et cette désirable combinaison, analogue à celle qui se réalisa il y a plusieurs années en Écosse, et grâce à laquelle l'Écosse est devenue l'heureuse sœur de l'Angleterre ?

Est-ce cette chambre qui voudrait s'opposer à cette combinaison ? Dans ce cas, elle assumera sur elle une sérieuse responsabilité. La conséquence de cette résolution sera d'exposer, pendant nombre d'années, le pays aux maux d'une domination arbitraire et précaire sur l'Irlande, et de l'amoindrir de sa puissance et de son influence vis-à-vis de l'étranger ; au cont ai e, si, vous élevant au-dessus des préjugés qui trop longtemps dominèrent ces questions, vous voulez sincèrement rendre efficace l'union avec l'Angleterre et l'Irlande, et rattacher par une douce chaîne tous les cœurs :